



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 23 (2026)

Faits saillants

- ❖ Région : L'AMRO rehausse ses prévisions d'inflation pour l'ASEAN face à la persistance du choc énergétique
- ❖ Indonésie : Le Parlement vote l'élargissement du mandat de la banque centrale et se dote de pouvoirs de supervision
- ❖ Malaisie : La Malaisie, première économie islamique mondiale en 2025 selon DinarStandard

LE CHIFFRE À RETENIR

1,5 Md USD

Investis par Samsung
dans sa première
usine de test de
puces au Vietnam

Région

L'AMRO rehausse ses prévisions d'inflation pour l'ASEAN face à la persistance du choc énergétique

L'ASEAN continue d'afficher une croissance robuste malgré le conflit au Moyen-Orient, mais les pressions inflationnistes régionales s'intensifient. Dans sa mise à jour publiée le 2 juin 2026, AMRO a maintenu sa prévision de croissance à 4,6 % pour la région de l'ASEAN, soutenue par la résilience de la demande intérieure et le dynamisme des exportations technologiques liées au cycle mondial de l'IA. En revanche, l'institution a relevé sa prévision d'inflation de 3,1 à 4,0 % pour la région, estimant que les effets du conflit au Moyen-Orient seront plus durables qu'anticipé – sur une région particulièrement exposée en raison de sa dépendance aux importations énergétiques. Depuis fin février, les prix du pétrole ont progressé d'environ 50 %, tandis que ceux de certains intrants industriels et agricoles stratégiques, tels que l'urée, ont augmenté de près de 80 %. Dans un scénario de dégradation marqué par un pétrole à 125 USD le baril, la croissance régionale pourrait ralentir à 3,3 % et l'inflation atteindre 5,7 %, un niveau inédit hors pandémie depuis plus d'une décennie.

L'ASEAN finalise son accord DEFA et accélère son intégration numérique

Les États membres de l'ASEAN ont conclu le 29 mai 2026 à Manille les négociations du Digital Economy Framework Agreement (DEFA), premier accord régional intégral consacré exclusivement à l'économie numérique, dont la signature est prévue lors du 47^e sommet de l'ASEAN en novembre 2026. L'accord établit un cadre commun pour le commerce numérique, les flux transfrontaliers de données, les paiements électroniques, la protection des consommateurs en ligne et l'interopérabilité numérique, tout en intégrant de nouveaux domaines tels que l'intelligence artificielle, les technologies financières (FinTech) et la protection du code source. Selon les études approuvées par les ministres économiques de l'ASEAN, sa mise en œuvre pourrait porter la valeur de l'économie numérique régionale à 2 000 Md USD d'ici 2030, soit environ le double de son niveau projeté en l'absence de l'accord. Le DEFA vise également à réduire les coûts de transaction, harmoniser les réglementations numériques et faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés régionaux. Pour Singapour, qui a joué un rôle moteur dans les négociations, cet accord renforce son positionnement de hub régional pour les services numériques, la finance, les paiements électroniques et l'économie de la donnée, dans un contexte d'accélération des investissements régionaux dans l'IA, le cloud et les centres de données.

Indonésie

Le Parlement vote l'élargissement du mandat de la banque centrale et se dote de pouvoirs de supervision

Le Parlement indonésien a adopté jeudi 5 mai un amendement à la loi n°4/2023 sur le renforcement et de développement du secteur financier (PS2K). La Banque centrale (BI) voit ainsi son mandat révisé, pour inclure à ses missions de stabilisation de l'inflation et de la roupie un objectif de soutien à la croissance. En outre, cet amendement permet aux parlementaires d'émettre des recommandations à l'intention de BI et des régulateurs financiers LPS et OJK. Enfin, il donne au Parlement un pouvoir de contrôle sur BI, en lui permettant de révoquer le mandat des membres du Conseil des gouverneurs. Cette révision intervient alors que les milieux économiques s'inquiétaient déjà de l'érosion de l'indépendance de la banque centrale, suite à la nomination du neveu du président Prabowo Subianto comme vice-gouverneur (cf. Brèves de la semaine 5), et que la roupie s'échange désormais à plus de 18 000 IDR pour 1 USD.

L'excédent commercial de l'Indonésie atteint en avril son niveau le plus bas en 6 ans

L'Indonésie a enregistré un excédent commercial -s'agissant du commerce de biens- de 89,1 M USD au mois d'avril 2026, le plus faible depuis le dernier déficit enregistré en avril 2020 (-375 M USD). A la même période l'an dernier, le solde commercial de l'Indonésie s'était déjà considérablement réduit, à 158 M USD, une chute que les autorités indonésiennes avaient attribuée aux effets conjugués des politiques tarifaires américaines et des perturbations logistiques liées à la fin du Ramadan. L'excédent commercial indonésien avait ensuite rebondi à 4,3 Md le mois suivant. En avril 2025, les exportations indonésiennes ont progressé de 22 % en g.a., s'établissant à 25,3 Md USD, tirées par la performance du secteur non-pétrolier, et en particulier des exportations d'huiles et graisses (+66,6 % en g.a., à 3,1 Md USD), de nickel (+75,5 % en g.a., à 1,0 Md USD) et de véhicules (+21,4 % en g.a., à 1,1 Md USD). En parallèle, les importations de l'archipel ont également bondi de 22,5 % en g.a., atteignant 25,2 Md USD, tirées en particulier par les importations de pétrole et gaz (+82,5 % en g.a., à 4,6 Md USD, soit 18,2 % des importations indonésiennes).

1^{ère} édition du Dialogue économique de haut niveau franco-indonésien le 2 juin à Paris

Le premier Dialogue économique de haut niveau franco-indonésien, coprésidé par Bertrand Dumont, directeur général du Trésor, et Juda Agung, vice-ministre des Finances de la République d'Indonésie, s'est tenu à Paris le 2 juin. Cette première édition a offert un cadre privilégié pour des échanges approfondis sur les perspectives économiques, la coordination multilatérale et les grands enjeux de coopération entre la France et l'Indonésie.

Malaisie

L'indice PMI manufacturier malaisien recule à 49,9 en mai 2026, signalant un ralentissement de l'activité

L'indice des directeurs d'achat (PMI) manufacturier de la Malaisie, publié par S&P Global, a chuté à 49,9 en mai, contre 51,6 en avril, marquant un retour en territoire de contraction après deux mois de croissance. Cette baisse reflète un affaiblissement de la demande, avec un recul des nouvelles commandes, y compris à l'export, où la baisse est la plus prononcée depuis octobre 2025. La production a également ralenti, tandis que l'emploi est resté stable, les entreprises utilisant leurs capacités existantes pour absorber la charge de travail. Côté prix, l'inflation des coûts d'intrants (matières premières et carburants) reste élevée, bien que légèrement atténuée par rapport au pic d'avril, en raison des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les industriels ont limité les hausses de tarifs pour préserver leur compétitivité.

Tenaga Nasional va investir 9,2 Md EUR pour moderniser son réseau de distribution

L'électricien Tenaga Nasional Berhad (TNB) a annoncé un investissement de 9,2 Md EUR entre 2025 et 2027 pour renforcer son réseau électrique et soutenir la transition énergétique du pays. Cet effort s'inscrit dans le cadre du National Energy Transition Roadmap (NETR), visant à bâtir un système énergétique durable, résilient et décarboné. D'ici 2030, TNB vise une réduction de 35 % de ses émissions de CO₂ par rapport à 2019, en modernisant ses centrales et en intégrant massivement les énergies renouvelables. Le groupe mise sur l'hydroélectricité, le solaire et l'éolien pour porter la part des énergies vertes à 40 % de son mix énergétique d'ici 2035. Cette transition s'accompagnera du retrait progressif de 7,2 GW de centrales à charbon entre 2029 et 2032.

La Malaisie, première économie islamique mondiale en 2025 selon DinarStandard

Avec un score de 186,1 dans l'Indice mondial de l'économie islamique (GIEI) publié par le cabinet DinarStandard, la Malaisie conserve sa première place pour 2025, loin devant les Émirats arabes unis (137,5) et l'Arabie saoudite (107,9). Cette performance repose sur une stratégie intégrée alliant politique cohérente, innovation réglementaire et investissements durables dans les sept secteurs clés analysés pour établir ce classement (alimentation, pharmacie et cosmétiques halal, finance islamique, tourisme adapté, mode modeste, médias). Selon le cabinet, la Malaisie est particulièrement en pointe sur la finance islamique, le pays concentrant 72 % des actifs de la finance mondiale et demeurant une référence aux plans normatif et de l'innovation.

Singapour

Singapour garantit 100 % de ses approvisionnements en gaz pour 2026

L'Energy Market Authority (EMA) a annoncé le 3 juin que Singapour avait sécurisé l'intégralité de ses besoins en gaz naturel liquéfié (GNL) jusqu'à la fin de l'année 2026 malgré les perturbations affectant les exportations qatariennes liées au conflit au Moyen-Orient. Afin de compenser les volumes perdus, la cité-État a acquis des cargaisons de remplacement auprès de fournisseurs situés en Australie, aux États-Unis et en Afrique. Le Qatar représente habituellement environ 10 % du gaz naturel consommé à Singapour, où près de 95 % de la production d'électricité repose sur le gaz importé. Au-delà de la gestion de court terme de la crise, les autorités ont indiqué vouloir poursuivre la diversification géographique de leurs approvisionnements afin de réduire leur exposition aux risques géopolitiques et aux perturbations des chaînes énergétiques mondiales. Cette stratégie vise à limiter un risque majeur pesant sur les perspectives de croissance (2-4 % d'après les autorités) et d'inflation (1,5-2,5 % d'après la MAS) de Singapour au titre de l'année

Singapour visée par de nouveaux droits de douane américains de 12,5 % sur le travail forcé

Jusqu'à présent relativement épargnée par les mesures commerciales américaines, Singapour pourrait voir une partie de ses exportations vers les États-Unis soumise à un droit de douane de 12,5 % proposé par l'Office of the United States Trade Representative (USTR). Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une enquête lancée en mars 2026 au titre de la section 301 du Trade Act portant sur les dispositifs de lutte contre le travail forcé dans 60 économies partenaires des États-Unis. Si Singapour n'est pas accusée de recourir au travail forcé, Washington estime que la cité-État ne dispose pas de mécanismes suffisamment robustes pour empêcher l'importation, le transit ou la réexportation de biens potentiellement issus du travail forcé au sein des chaînes de valeur mondiales. Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie, environ un tiers des exportations singapouriennes vers les États-Unis seraient concernées, les semi-conducteurs, certains produits électroniques, les produits pharmaceutiques, l'aéronautique et l'énergie bénéficiant d'exemptions. Les États-Unis constituent le premier marché des exportations domestiques hors pétrole de Singapour, qui ont atteint 27,0 Md SGD en 2025. Le projet de droits de douane reste soumis à consultation publique et à des auditions prévues à partir du 7 juillet, avant une éventuelle entrée en vigueur après l'expiration, le 24 juillet, des droits de douane temporaires actuellement appliqués par Washington. Au-delà de son impact économique direct probablement limité, cette initiative marque une évolution notable de la politique commerciale américaine, désormais davantage orientée vers la sécurité économique, la résilience des chaînes d'approvisionnement et les normes commerciales que vers la seule réduction des déficits commerciaux.

DBS accélère son expansion pour accompagner le boom de la gestion de fortune en Asie

DBS a annoncé le 1er juin l'ouverture de 18 nouveaux centres de gestion de fortune en Asie d'ici fin 2027 ainsi que la modernisation de 36 centres existants, dans le cadre de la plus importante expansion de son activité de wealth management à ce jour. Le premier groupe bancaire d'Asie du Sud-Est gérait 492,0 Md SGD d'actifs de gestion de fortune au premier trimestre 2026 et prévoit une augmentation de 50 % de son réseau de centres dédiés à Singapour. Cette stratégie reflète la montée en puissance de la cité-État comme principal hub asiatique de gestion de fortune, portée par l'afflux de capitaux privés régionaux, le développement rapide des family offices (> 2 000 en 2025) et la croissance du nombre de ménages aisés en Asie. Selon DBS, les actifs investissables détenus par les ménages asiatiques disposant de 100 000 USD à 1,0 M USD devraient atteindre 4 700 Md USD en 2026. Cette expansion illustre le rôle croissant des services financiers et de la gestion patrimoniale dans le modèle de croissance singapourien, alors que la cité-État continue d'attirer capitaux et investisseurs dans un contexte

géopolitique incertain.

Vietnam

Samsung investit 1,5 Md USD dans sa première usine de test de puces au Vietnam

Samsung Electronics prévoit d'investir 1,5 Md USD dans la construction de sa première usine de test de semi-conducteurs au Vietnam situé à 60 kilomètres au nord de Hanoï (province de Bac Ninh), avec un démarrage de production prévu en novembre 2027. L'usine se concentrera sur les puces mémoire conventionnelles qui stockent l'information, en sévère pénurie mondiale depuis que les grands fabricants réorientent leurs capacités vers la production de puces destinée à du traitement de l'information (usages IA). Sa capacité de production annuelle atteindra 19 Md de To de mémoire DRAM (Dynamic Random Access Memory) et 32 Md de To de mémoire NAND(NOT-AND) soit, en ordre de grandeur, l'équivalent RAM de 1,2 Md d'ordinateurs portables et la capacité de stockage de 62 Md d'entre eux. L'investissement, approuvé par les autorités vietnamiennes en mars dernier, inclut une option de réinvestissement des bénéfices à hauteur de 2,5 Md USD pour la construction d'une seconde usine. Samsung est déjà le premier investisseur étranger au Vietnam, avec plus de 23 Md USD engagés sur plusieurs décennies. Il n'est pas clair si l'usine a obtenu tous les permis nécessaires ou si des discussions sont toujours en cours avec les autorités. Toutefois, 200 ingénieurs de Samsung travaillent déjà sur le site du projet depuis avril 2026.

Les tendances économiques favorables se confirment au Vietnam après cinq mois en 2026

Les données publiées par l'Office national des statistiques (NSO) montrent que les principales tendances observées depuis le début de l'année se sont confirmées en mai. L'activité industrielle demeure dynamique, avec une hausse de 9,1 % de l'indice de la production industrielle (IPI) sur les cinq premiers mois de l'année. La consommation intérieure continue également de soutenir la croissance, comme en témoigne la progression de 11,2 % des ventes au détail de biens et de services. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) restent particulièrement robustes. Les engagements ont atteint 24,8 Md USD (+34,9 % en glissement annuel), tandis que les décaissements se sont élevés à 9,8 Md USD (+9,6 %), un niveau record pour cette période de l'année sur les cinq dernières années. Le commerce extérieur a poursuivi sa progression, avec des échanges cumulés de 445,1 Md USD (+25 %). Toutefois, le déséquilibre observé depuis le début de l'année s'est accentué : la croissance des importations (+30,8 %) continue de dépasser celle des exportations (+19,5 %), portant le déficit commercial à 13,8 Md USD. Le mois de mai constitue ainsi le cinquième mois consécutif de déficit commercial. Parallèlement, les tensions inflationnistes demeurent une source de vigilance. L'inflation a atteint 5,6 % en glissement

annuel en mai, portant la moyenne des cinq premiers mois à 4,3 %, un chiffre proche de la limite de 4,5 % fixée par la SBV en janvier 2026. La hausse des coûts du logement, de l'énergie, des matériaux de construction et des transports, en partie liée aux conséquences de la crise au Moyen Orient, continue d'alimenter les pressions sur les prix. Dans l'ensemble, les indicateurs des cinq premiers mois confirment la résilience de l'économie vietnamienne, soutenue par l'industrie, la demande intérieure et les investissements étrangers, même si la détérioration du solde commercial et le renforcement des pressions inflationnistes constituent des facteurs de risque à surveiller.

Le consortium PTL et Deo Ca a fixé les échéances du projet ferroviaire transfrontalier

Le consortium d'investisseurs composé de Petro Trade Laos (PTL) et Deo Ca (société vietnamienne), en accord avec les deux gouvernements, a établi le calendrier des échéances pour le projet de voie ferrée transfrontalière reliant le port de Vung Ang au Vietnam à la frontière laotienne. Le rapport d'étude de préfaisabilité doit être finalisé au T4 2026, suivi du rapport de faisabilité au T2 2028, avec une mise en chantier avant 2030 pour les premières sections. En parallèle, Deo Ca et PTL ont signé un accord de coopération pour promouvoir la recherche et la mise en œuvre du projet ferroviaire dans l'objectif d'harmoniser les normes techniques. Pour assurer la réussite du projet vietnamo-laotien, Deo Ca a formulé plusieurs recommandations clés : 1/ le projet doit s'apparenter à un chemin de fer unifié (plutôt que deux sections distinctes, une dans chaque pays), 2/ sur le volet financier, l'État vietnamien devrait prendre en charge 70 % de l'investissement total pour la section Vung Ang – Mu Gia, 3/ un mécanisme de partage des recettes ou une garantie de revenu minimaux pour l'ensemble du trajet est nécessaire pour limiter les risques liés à l'exploitation transfrontière. Parallèlement, les deux parties explorent des coopérations complémentaires dans les secteurs des minéraux, des énergies renouvelables et de l'éolien, afin de diversifier les sources de financement du projet.

Thaïlande

Fiscalité : le NESDC recommande une réforme de la taxation des boissons alcoolisées

Lors de la présentation du bilan social du premier trimestre 2026, le 2 juin 2026, le secrétaire général du Conseil national du développement économique et social (NESDC), a recommandé une révision de la structure de taxation des boissons alcoolisées, dont la consommation a augmenté. Le régime fiscal actuel applique deux calculs en parallèle (l'un proportionnel au prix de vente, l'autre fixé par volume d'alcool pur) et retient le montant le plus élevé. Le NESDC souligne que la composante fixe par volume, n'étant pas indexée sur l'inflation, perd progressivement son pouvoir dissuasif

avec le temps et préconise un ajustement régulier et automatique des taux. Par ailleurs, le département du Contrôle des maladies a relevé que l'extension des horaires de vente d'alcool avait été associée à une multiplication par 4,8 des décès liés à l'alcool lors du réveillon du 31 décembre 2025 par rapport à 2023. Les autorités sanitaires appellent donc à une évaluation rigoureuse avant toute pérennisation de la mesure.

Budget 2027 : le Conseil des ministres approuve la répartition de 115,6 Md USD (3 788 Md THB) de dépenses publiques

Le 2 juin 2026, le Conseil des ministres a validé la ventilation détaillée du budget de l'exercice 2027 (octobre 2026 – septembre 2027), arrêté à 115,6 Md USD (3 788 Md THB), en progression de 0,2 % par rapport à l'exercice 2026 (115,4 Md USD ; 3 780,6 Md THB). Les demandes initiales des ministères s'élevaient à 182 Md USD (5 972,5 Md THB) et ont donc été fortement réduites. Les dépenses courantes représentent désormais 73,6 % du budget total (contre 70,2 % en 2026), tandis que les dépenses d'investissement reculent à 24 Md USD (789,2 Md THB, -8,4 % ; 20,8 % du total sur l'exercice 2026-2027 contre 22,8 % sur l'exercice budgétaire précédent). Le remboursement du capital de la dette s'établit à 4,6 Md USD (151,5 Md THB). Par axe stratégique, les dotations les plus importantes sont allouées aux politiques d'équité sociale (25,4 % du total), à l'administration publique (17,9 %), au développement des ressources humaines (16,1 %) et à la compétitivité économique (9,2 %).

Philippines

Recul de la part du tourisme dans le PIB à 8,7 % (36,8 Md USD) en 2025

La contribution du tourisme à l'économie philippine a reculé à 8,1 % du PIB en 2025 (contre 8,7 % en 2024), soit son plus faible niveau depuis trois ans. La valeur ajoutée brute directe du secteur (TDGVA) s'est établie à 36,8 Md USD (-1,4 % en g.a.), notamment sous l'effet d'un recul des dépenses des visiteurs étrangers (-6,4 % en g.a). Les arrivées en provenance de marchés clés, notamment la Chine et l'Inde, sont restées en deçà des attentes malgré l'assouplissement des conditions de visa. Plus largement, le secteur continue de pâtir de contraintes structurelles qui limitent la compétitivité du pays : connectivité aérienne insuffisante, capacités aéroportuaires limitées et faible efficacité des transports interinsulaires. Ainsi, malgré l'une des plus fortes contributions du tourisme au PIB en Asie du Sud-Est, le pays n'a accueilli que 6,5 M de visiteurs internationaux en 2025, contre 42 M en Malaisie, 33 M en Thaïlande et 19 M au Vietnam. Le secteur demeure néanmoins un important pourvoyeur d'emplois, avec 7,7 M de travailleurs en 2025 (+2,5 % en g.a.), soit 15,7 % de l'emploi total.

Constitution de réserves stratégiques pétrolières par le gouvernement

Le gouvernement philippin veut constituer un stock de réserves stratégiques de pétrole afin de mieux protéger le pays contre d'éventuelles ruptures d'approvisionnement, dans un contexte marqué par les tensions au Moyen-Orient. Très dépendantes des importations pétrolières, les Philippines ne disposent actuellement d'aucune réserve stratégique nationale et s'appuient uniquement sur les stocks commerciaux, équivalents à 45 jours de consommation au 29 mai. Le projet, porté avec la Philippine National Oil Company (PNOC) et la Maharlika Investment Corporation (MIC), prévoit notamment la construction d'infrastructures de stockage afin de constituer au moins 30 jours supplémentaires de réserves. Le Japon a annoncé son soutien à l'initiative en prévoyant le financement d'études de faisabilité et un appui technique. Par ailleurs, les Philippines plaident pour la création de réserves pétrolières communes au sein de l'ASEAN et se sont proposées pour accueillir une phase pilote.

Renforcement de la politique spatiale des Philippines

A l'occasion du 9e Philippine Space Council le 3 juin, le président Ferdinand Marcos Jr. a adopté plusieurs résolutions visant à renforcer les capacités spatiales du pays. Parmi les mesures approuvées figurent la déclaration du programme de constellation satellitaire MULA en priorité nationale, la création d'un programme de satellite géostationnaire souverain de télécommunications, l'harmonisation des données satellitaires entre agences gouvernementales et l'adoption d'un protocole national de réponse aux débris orbitaux. Ces déclarations interviennent alors que les agences spatiales philippine (PhilSA) et japonaise (Jaxa) ont signé une Joint Declaration of Interest in Space Cooperation, à l'occasion de la visite d'état du président au Japon la semaine dernière. Cet élan constitue une opportunité que les entreprises françaises Thalès, Airbus et Ariane Espace sont bien positionnées pour saisir.

Cambodge

Rendre les déchets utiles

Le ministère de l'environnement et l'UE se sont engagés à mener des études de faisabilité sur un projet d'unité de valorisation énergétique des déchets (UVE). Représentant 22,3 M USD, cette UVE vise à allonger la durée de vie des décharges de Siem Reap, aujourd'hui surchargées. L'UVE serait capable de transformer chaque année 13 000 tonnes de déchets en 27,4 GWh. Elle permettrait aussi de réduire les émissions de gaz à effet de serre – surtout de méthane – de 25 000 t/an. La taxe de décharge (gate fee), déterminante pour la rentabilité du projet, n'a pas été dévoilée. Cette UVE pourrait suivre un projet chinois similaire, qui en prévoit une autre capable de traiter 210 000 t/an de déchets. Ces projets sont cruciaux depuis que les

décharges, souvent exploitées au-delà de leur capacité prévue, saturent. Et le tri est marginal : sur les 546 000 t de déchets produits en 2025, seulement 1,5 % ont été recyclés. Pour Phnom-Penh, le gouvernement espère porter un projet similaire pour soulager les décharges. Celle de Dangkor, ouverte en 2009, est déjà à saturation.

Une dette publique sous contrôle

Fin mars 2026, la dette publique cambodgienne s'élevait à 13,3 Md USD (+9,1 % en g.a., 25,4 % du PIB). La France est devenue son troisième créancier bilatéral (804,61 M USD), après un prêt concessionnel de l'AFD pour un projet d'assainissement. La dette publique reste donc soutenable, portée par des conditions favorables : taux d'intérêt pondéré inférieur à 1,5 %, croissance économique soutenue, large accès aux emprunts concessionnels, dettes contractées sur le long terme. Toutefois, la sortie du statut de PMA en 2029 réduira l'accès du Royaume aux emprunts concessionnels. Cela alourdira mécaniquement le service de la dette et limitera le financement des infrastructures et du capital humain. La loi de finances 2026 prévoit des emprunts en forte hausse à 2,16 Md USD (+75 % en g.a.), portant la dette publique projetée à 14,6 Md USD (27,8 % du PIB). Mais elle pourrait être plus élevée (prévue à 28,1 % par AMRO), si la croissance du pays est ralentie par des chocs externes (dont la guerre au Moyen-Orient).

Le Cambodge étend son réseau de paiement

La banque nationale du Cambodge (BNC) a signé un accord avec son homologue indien pour connecter leur système de paiement par QR code. Les touristes peuvent ainsi régler leurs achats auprès des commerçants cambodgiens via leur application bancaire. Ce système est désormais adopté par dix pays – dont le Vietnam, la Chine et le Japon – dont les ressortissants représentaient 71 % des touristes au Cambodge en 2025. Au Cambodge, ces transactions transitent par Bakong, chambre de compensation en temps réel, basé sur la blockchain et garanti par la BNC. Elle assure l'interopérabilité des paiements par QR code entre les banques commerciales. Malgré sa croissance rapide, le volume des transactions transfrontalières reste limité : 270 000 pour une valeur de 27,8 M USD en 2025. En outre, le système ne pourra s'étendre qu'aux pays dotés d'un système de paiement par QR code, ce qui exclut pour l'heure l'UE et les Etats-Unis, d'où proviennent la majorité restante des voyageurs.

Laos

Visite officielle du président en Chine pour renforcer les partenariats économiques et les infrastructures

Le président laotien Thongloun Sisoulith effectue du 2 au 6 juin une visite d'État en Chine dans un contexte d'approfondissement des relations économiques entre les deux pays. Ce déplacement intervient alors que le Laos lance son 10^e plan national de développement socio-économique (2026-2030), qui fait de la connectivité régionale, des infrastructures et de la logistique des priorités stratégiques. Les discussions portent notamment sur le développement du corridor économique Chine-Laos, articulé autour du chemin de fer Laos-Chine, devenu un vecteur majeur d'intégration commerciale depuis sa mise en service. Selon les autorités chinoises, plus de 50 Mt de marchandises ont déjà transité par cette infrastructure, tandis que les flux transfrontaliers continuent de progresser rapidement. Pékin demeure le premier investisseur étranger et partenaire commercial du Laos, avec plus de 1 000 projets d'investissement cumulés représentant près de 18,0 Md USD. Au-delà des infrastructures, les échanges ont également porté sur l'énergie, les chaînes d'approvisionnement régionales et les investissements industriels, illustrant la volonté des autorités laotiennes d'utiliser la connectivité avec la Chine comme levier de transformation économique et de montée en gamme de l'appareil productif.

Le Laos renforce ses approvisionnements pétroliers en provenance de la Thaïlande

Le Laos a signé le 2 juin un accord d'approvisionnement pétrolier avec le groupe public thaïlandais PTT afin de sécuriser ses importations de carburants dans un contexte de fortes tensions sur les marchés énergétiques mondiaux. L'accord formalise une relation stratégique pour le Laos, qui ne dispose pas de raffinerie opérationnelle et dépend de la Thaïlande pour plus de 97 % de ses importations de produits pétroliers raffinés. Cette dépendance est apparue au grand jour lors de la crise du détroit d'Ormuz en mars 2026 : alors que Bangkok suspendait la plupart de ses exportations de carburants pour préserver ses stocks domestiques, les livraisons vers le Laos ont été maintenues, atteignant environ 5,3 M de litres par jour. Le nouvel accord vise à garantir la continuité des approvisionnements et à limiter les risques de pénurie dans une économie particulièrement exposée aux chocs énergétiques. Dans un contexte où AMRO prévoit une inflation de 9,0 % au Laos en 2026, la sécurisation des importations de carburants constitue un enjeu central pour la stabilité des prix et du kip laotien.

Le Laos prépare une stratégie d'exportation pour développer la filière piment

À l'approche du lancement, à la mi-juin, d'une étude nationale sur la chaîne de valeur du piment, les autorités laotiennes accélèrent leurs

efforts pour développer l'une des filières agricoles identifiées comme prioritaires pour l'exportation. Menée par le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement avec l'appui de la FAO, cette initiative vise à évaluer les capacités de production, les contraintes logistiques et les débouchés commerciaux du secteur, en ciblant notamment les marchés chinois et sud-coréen. Le piment figure parmi les cinq filières stratégiques retenues dans le cadre du programme FAO Hand-in-Hand, destiné à mobiliser davantage d'investissements privés dans l'agriculture. Au-delà de la filière concernée, le projet s'inscrit dans la stratégie du Laos visant à diversifier ses recettes d'exportation au-delà de l'hydroélectricité et des activités minières, en développant des productions agricoles à plus forte valeur ajoutée et mieux intégrées aux marchés régionaux.

Birmanie

Le secteur manufacturier enregistre son premier repli en dix mois en mai, marquée par un recul de la production et des nouvelles commandes

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 49,3 en mai, après 50,9 en avril, marquant une détérioration des conditions de production pour la première fois en dix mois. Bien que modeste, cette contraction s'explique par une baisse significative de la production manufacturière, attribuée par les entreprises à une demande affaiblie et à des pénuries de matières premières. Le rythme de cette diminution est le plus marqué depuis 12 mois, tandis que les nouvelles commandes ont également reculé pour la première fois en 2026, dans une proportion similaire à la baisse de la production. Les industriels soulignent que ce repli est principalement dû à la réduction du pouvoir d'achat de leurs clients. Les entreprises ont néanmoins poursuivi leurs embauches pour le deuxième mois consécutif. Par ailleurs, les pressions sur les coûts ont atteint leur niveau le plus bas en trois mois : si près d'un tiers des entreprises ont constaté une hausse des dépenses, les deux tiers restants ont signalé une stabilité.

Visite d'Etat de Min Aung Hlaing en Inde

Le président birman Min Aung Hlaing était en visite d'Etat en Inde du 30 mai au 3 juin. A cette occasion, il a notamment rencontré le Premier ministre indien Modi à Delhi, et des représentants de la Federation of Indian Chambers of Commerce & Industry (FICCI), de la Confederation of Indian Industry (CII). Il a ainsi invité les investisseurs indiens à investir en Birmanie, notamment dans la Yadanabon Cyber City, un projet de centre d'innovation centré sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le township de Pyin Oo Lwin, lancé en 2007 et piloté par le fils de Min Aung Hlaing, Aung Pyae Sone. Pour contexte, l'Inde serait le 11e investisseur en Birmanie, avec un stock de 782 M USD émanant de 39 entreprises indiennes, soit 0,8 % du stock d'investissement en Birmanie, estimé à 96 Md USD selon les statistiques birmanes. Le commerce bilatéral entre la Birmanie et l'Inde représentait 2,1 Md

USD en 2024, dont 1,5 Md USD d'exportations birmanes. L'Inde est le premier fournisseur de produits pharmaceutiques du pays (160 M USD), couvrant 60 % des besoins selon l'Ambassade d'Inde à Rangoun.

Réouverture de la route commerciale Myawaddy-Mae Sot entre la Birmanie et la Thaïlande

Le 28 mai 2026, le second pont de l'amitié birmano-thaïlandais et son poste de contrôle de fret ont été réouverts. Ce point de passage était fermé depuis août 2025, à l'initiative de la junte birmane, qui n'en avait pas averti les autorités thaïlandaises, et visait à diminuer les revenus des groupes armés ethniques et notamment des 'Forces de gardes-frontières' (BGF). Selon le poste de douanes thaïlandaise à Mae Sot, les importations vers la Birmanie via cette frontière avaient conséquemment chuté de 1,5 M USD/trimestre à 0,3 M USD/trimestre. En sus de la réouverture, la Birmanie aurait délivré des licences d'importation pour 18,9 M USD (620 M THB) via cette route commerciale selon The Global New Light of Myanmar.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr